



Déclaration du parti FNL sur la dérive totalitaire du régime CNDD-FDD

Le Burundi se trouve actuellement à la croisée des chemins! Nous sommes appelés à faire un choix : accepter la dictature de facto du système CNDD-FDD, autoproclamé maître et bourreau du peuple et la liberté, qui nous garantit une démocratie où il fait beau de vivre tous ensemble sans heurt, en harmonie, dans l'acceptation de nos différences ethniques, religieuses ou politiques.

Le FNL choisit la deuxième option, celle de la liberté. Nous le disons et le répétons à qui veut l'entendre que depuis notre lutte pour la démocratie, entamée depuis plus de trente six ans, notre combat est resté le même : la paix, la justice et la démocratie.

Après une longue année de crise socio-politique, le moment est venu de réfléchir sans faux-fuyant aux voies et moyens de sortir de ce borbier dans lequel notre pays est plongé par le pouvoir de Bujumbura. Alors que les plaies des familles victimes de la crise politique burundaise restent béantes, le gouvernement poursuit sa sale politique de verrouiller tout l'espace d'expression ce qui nuit gravement à la démocratie. Quelques faits parmi les plus récents méritent d'être soulignés pour étayer nos propos, car ils risquent, s'ils ne l'ont pas déjà plongé, de précipiter le pays dans un gouffre profond, duquel il nous sera difficile de l'en sortir.

1. Il est maintenant évident qu'aucune opposition politique n'est tolérée, sauf quelques factions satellites du parti au pouvoir. On vient de l'observer à travers la lourde délégation envoyée par Bujumbura à ARUSHA le 21/05/2016, officiellement multipartite mais en réalité grouillant d'hommes et femmes qui animent vaillamment les différentes descentes de la Commission Nationale de Dialogue Inter-burundais, (CNDI). A considérer la façon dont ils se sont exprimés et comportés lors de la reprise des pourparlers d'ARUSHA, préliminaires à la phase des négociations inclusives, rien ne les distingue des militants ou des miliciens du CNDD-FDD. Ils se sont montrés plus zélés en exigeant de la médiation internationale le rapatriement rapide des prochains rounds de négociation, pourtant, ils sont sans ignorer que cela reviendrait à éviter le choc des idées contraires, pour privilégier le monologue folklorique déjà en cours au Burundi, que nous récusons encore une fois de plus.
2. Dans les discours officiels, tout va et fonctionne bien à Bujumbura. Nous voulons attirer l'attention de nos interlocuteurs et les inviter à ne pas accorder de crédits aux différentes déclarations du pouvoir car elles sont tout, sauf conformes à la réalité sur le terrain. Il n'y a pas un jour qui passe sans son cortège de pleurs, de lamentations, d'arrestations,

d'emprisonnements, de massacres, par ceux-là même qui auraient dû secourir cette population, abandonnée à son propre sort. C'est d'autant regrettable que ceux qui essayent, contre vents et marées à secourir cette population, tel Hon. Agathon RWASA, se voient opposés un refus d'apporter leur contribution à la recherche de solutions.

En effet, comment interpréter le refus quasi systématique aux députés de la coalition Amizero y'Abarundi d'entrer en contact avec la population, alors que cela rentre dans leurs obligations? Pourtant, le pouvoir s'active à encadrer, financer des manifestations qui attisent la haine ethnique et salir les partenaires traditionnels tels que la Belgique, l'Union européenne, les Etats Unis, ... et surtout nos voisins les plus proches?

Hon. Agathon RWASA, en tant que représentant du peuple et numéro deux de la chambre basse du parlement, comme tout autre représentant du peuple, devrait se sentir libre d'effectuer des descentes dans les provinces pour écouter les nombreuses doléances du peuple et apporter des solutions. Il s'agit d'une activité figurant dans leur cahier de charge, longtemps attendue sous toutes les législatures. Pourtant, certains gouverneurs de province s'arrogent le droit de refuser qu'il rencontre publiquement la population locale. Le premier cas s'est produit d'abord à GITEGA, puis à CIBITOKÉ. Le dernier en date, c'était à KARUSI, avec la complicité à peine voilée du ministère de l'Intérieur. Celui-ci n'est pas content de regarder en face la popularité galopante d'un opposant politique qui visite et écoute la population, là où le peu de sorties que Pierre NKURUNZIZA effectue ces derniers temps, n'est accueilli que par des foules quasiment en uniformes policières et militaires.

Le parti FNL s'inquiète lorsque le vice-président de l'Assemblée Nationale est sommé de ne plus visiter la population qui élit toutes les institutions républicaines, qu'en est-il alors du petit citoyen? L'exécutif doit comprendre que les deux autres pouvoirs, le législatif et le judiciaire, existent dans tout Etat de droit. Le contraire serait ni moins ni plus un déni flagrant des principes sacrosaints de la démocratie.

3. En outre, le parti FNL constate avec regret l'accélération des arrestations arbitraires dans les rangs de l'opposition politique. Les militants et sympathisants des partis dont les leaders sont déjà recherchés par la police burundaise sont traités en parias de la nation burundaise. Les membres du FNL qui sont morts ou emprisonnés depuis que le CNDD-FDD est aux affaires se comptent par milliers. Mais comme si cela ne suffisait pas, le même système du parti présidentiel a étendu sa répression sauvage à tous ceux qui lui ont tourné le dos depuis la date du 26/04/2015, date de la proclamation de la troisième candidature illégale de Pierre Nkurunziza. La situation est d'autant plus compliquée que la majorité des activistes des droits de l'homme vivent soit en exil, soit en cachette. N'est-il pas honteux d'en prendre à de pauvres élèves tels ceux du lycée de Ruziba et de Muramvya et les maltraiter inhumainement, accusés de caricature sur la photo de M. NKURUNZIZA? Trop de sang de notre jeunesse a été versé! Nous en appelons à la police, aux Imbonerakure et au SNR de se ressaisir et arrêter d'en rajouter.
4. L'attitude arrogante du gouvernement CNDD-FDD vis-à-vis de la communauté internationale constitue une préoccupation quotidienne des citoyens burundais. En faisant la sourde oreille aux multiples conseils et propositions des Nations Unies, de l'Union

européenne et de l'Union africaine, les dirigeants autoproclamés du Burundi ont condamné des millions de nos compatriotes à une misère indescriptible. Il ne pouvait en être autrement dans le pays devenu le plus pauvre du monde, avec une population la plus mal nourrie sur la planète, écrasée par une trop lourde dette publique et dont la monnaie nationale se dévalue à l'allure du dollar zimbabwéen.

5. Tous les signaux au Burundi sont au rouge. Si rien n'est fait dans les meilleurs délais pour entamer et accélérer le processus de dialogue inclusif amorcé à ARUSHA dernièrement, les risques d'une implosion sont grands. C'est encore une fois aux Burundais d'abord, à la communauté internationale ensuite, que le parti FNL s'adresse pour mettre pression maximale au gouvernement burundais et interpelle tout le monde sur la nécessité de conjuguer les efforts en vue de stopper la descente aux enfers du Burundi. Nous plaidons pour la libération de tous les prisonniers politiques et la réouverture immédiate et sans conditions des médias privés ainsi que le fonctionnement des différents ONG militants des droits de l'homme, au service de la population. Il serait dangereux de céder aux continuelles sollicitations de Bujumbura pour rapatrier les négociations au pays transformé en une prison fermée pour une partie des acteurs politiques burundais.

Fait à Bujumbura, le 05/06/2016

Pour le parti FNL,
Aimé MAGERA, porte parole